

preuve envers le Canada en partageant avec nous sa présence au cours de l'année qui marque le vingt-cinquième anniversaire de son couronnement. Nous nous réjouissons à la perspective de revoir la reine parmi nous à Edmonton lorsqu'elle et le prince Philip participeront l'an prochain aux Jeux du Commonwealth.

Il était impossible de ne pas remarquer hier, en suivant le débat—lorsque le chef de l'opposition (M. Clark) a parlé suivi du premier ministre (M. Trudeau)—l'excellence du discours du chef de mon parti. Le chef de l'opposition a si bien fait que pour se donner de l'importance le premier ministre a dû couper l'herbe sous le pied du ministre des Finances (M. Chrétien) en disant au peuple canadien qu'on affecterait 150 millions de dollars de plus au programme Canada au travail. Cela ne devait pas être annoncé avant ce soir et il est clair que le premier ministre s'est rendu compte que le chef de l'opposition était en train de prendre la vedette.

Je trouve qu'au cours de ce débat sur le discours du trône, nous devrions passer en revue certaines des réalisations que le premier ministre compte à son actif pour les dix dernières années. Le gouvernement actuel a battu de nombreux records et j'aimerais en citer quelques-uns. Aujourd'hui, par la faute du gouvernement qui siège de l'autre côté, nous venons d'atteindre notre record en matière d'inflation. Nous avons un chômage record, un taux d'hypothèque record, des taux d'intérêt record et le record des dépenses gouvernementales et, si nous prenons les dix derniers budgets présentés par ce gouvernement, nous découvrons que neuf d'entre eux ont été déficitaires. A cause de cet autre record douteux, nous sommes actuellement plus endettés que jamais envers les pays étrangers. Notre dollar dégringole. Les députés de ce côté-ci de la Chambre et moi-même, nous espérons que le discours du trône définirait une nouvelle direction économique à donner au pays, mais rien de semblable ne s'est produit.

On a attaché à juste titre beaucoup d'importance à la question de l'unité nationale, mais il est évident que si nous avons au cours des dix prochaines années la conjoncture économique de la dernière décennie, il ne vaudra plus la peine de sauver le pays. Le premier ministre est si préoccupé par la question linguistique qu'il a relégué toutes les autres questions aux oubliettes. Les députés de tous les partis ont fait état de l'importance du leadership au gouvernement. Nous avons vu

hier le genre de leadership que le chef de l'opposition peut donner à la Chambre et au pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Elzinga:** Nous constatons encore ce leadership dans la façon dont le chef de l'opposition a traité de la loi 101 qui a été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec. En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le premier ministre a deux possibilités devant cette loi. La méthode que nous avons préconisée est de saisir la Cour suprême du Canada et de lui demander de statuer sur la légalité de la loi.

La deuxième possibilité qu'offre au premier ministre l'Acte de l'Amérique du Nord britannique consiste pour le gouvernement fédéral à abroger la loi provinciale, car il peut le faire dans un délai d'un an s'il le désire. Le premier ministre n'a pas jugé opportun de se prévaloir ni de l'une ni de l'autre et on est en droit de se demander s'il se comporte en véritable dirigeant dans ce contexte. Un voyage à travers notre circonscription nous permet de constater que les deux principaux problèmes auxquels le Canada se trouve confronté sont la question de l'unité nationale et l'inefficacité des programmes économiques du gouvernement actuel; cela saute aux yeux. Nous avons dit ce que nous ferions à la place du gouvernement en ce qui concerne le bill 101 mais j'aimerais dire à la Chambre pourquoi le premier ministre n'adoptera pas cette solution à mon avis. C'est parce qu'il approuve le bill 101. René Lévesque et notre premier ministre couchent ensemble.

**M. Crouse:** Drôle de couple!

**M. Elzinga:** Lorsqu'ils sont sous les draps, ils se tiennent la main et ils se moquent de la crédulité des Canadiens mais lorsque les draps sont rabattus, ils s'adonnent à une bataille d'oreillers pour la frime. Le bill 101 en est une belle preuve et j'espère que les Canadiens se rendront compte du petit jeu que mènent le premier ministre et le chef du parti au pouvoir dans la province de Québec, dont le but est de démembrer le Canada. Tous ceux qui ont écouté notre chef parler dans le débat sur l'unité nationale qui a eu lieu avant l'ajournement de l'été savent exactement quelle est la position de notre parti sur cette question.

● (1752)

**Des voix:** Oh, oh!